

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DE L'ORDRE DU BARREAU D'ALGER

Des têtes de liste se retirent de la course

La crise qui secoue les robes noires au niveau du barreau régional d'Alger n'est pas près de connaître son dénouement.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ainsi, à vingt-quatre heures de la tenue du second tour portant élection des membres du conseil de l'ordre du barreau d'Alger, on enregistre le retrait de la compétition de la liste dirigée par maître Chaoui Abderrezak, un des candidats potentiels au poste de bâtonnier.

Ce dernier, lors d'un point de presse, a motivé les raisons à l'origine de cette décision. Selon lui, «les conditions d'une élection équitable ne sont pas réunies. Dès lors, nous avons décidé de nous retirer de la course pour ne pas cautionner les résultats d'une mascarade annoncée». Ayant déjà fait partie de l'ordre du conseil du barreau d'Alger durant douze années, Me Chaoui compte saisir le Conseil d'Etat afin de demander «l'annulation de toute l'opération en soulevant toutes les irrégularités qui ont, jusque-là, caractérisé cette opération».

«Nous avons contesté, nous contestons et nous contesterons les résultats de cette élection entachée d'irrégularités. Nous avons adressé une lettre aux membres du conseil sortant, le bâtonnier, leur demandant de mettre de

l'ordre dans le fichier électoral. Mais aucune suite ne nous a été donnée.

Le fichier électoral n'est pas conforme à la réglementation en vigueur. Il s'agit d'une violation flagrante du principe d'égalité et d'équité édicté par l'article 116 du règlement intérieur de la fonction d'avocat», explique M^e Chaoui. Et d'ajouter : «Une pression importante a été exercée sur les nouveaux avocats, les stagiaires en l'occurrence, pour les amener à voter pour la liste du bâtonnier sortant. C'est scandaleux !»

Pour rappel, les résultats des élections du premier tour de la liste, accrédité de 826 voix, avait déclaré : «Je m'attendais à ces surprises puisque Me Sellini a utilisé des moyens cachés en recourant au vote des stagiaires en sa faveur.» Parmi les autres candidats sérieux, un grand nombre d'avocats a jeté son dévolu sur Me Bouchachi, qui a frôlé une majorité absolue avec 1205 voix.

La liste de Me Sellini a réussi à placer deux candidats, en attendant le second tour prévu demain.

En effet, Me Sellini et Me Khiair, candidats sur la même liste, ont pu rafler chacun la majorité absolue fixée à 1223 voix (50% + 1). Le premier, tête de liste, a récolté 1248 voix, talonné par son poulain avec 1240 suffrages exprimés.



Remous chez les justiciables.

En guise de réaction aux résultats, Me Lakhlef, tête de liste, accrédité de 826 voix, avait déclaré : «Je m'attendais à ces surprises puisque Me Sellini a utilisé des moyens cachés en recourant au vote des stagiaires en sa faveur.» Parmi les autres candidats sérieux, un grand nombre d'avocats a jeté son dévolu sur Me Bouchachi, qui a frôlé une majorité absolue avec 1205 voix.

Selon lui, le bilan du conseil sortant est «négalatif». «Ils n'ont rien fait depuis 2001. La loi sur la profession reste la même.

Pas d'évolution sur les principes des droits de la défense et de l'indépendance de la justice», indique Me Mustapha

Bouchachi dont la liste recèle des avocats connus sur la place d'Alger à l'image de Noureddine Benisaâd et M^{me} Nora Ould L'hocine pour ne citer que ceux-là.

Ceci étant, il est important de noter que l'opération de renouvellement des membres des conseils de l'ordre des treize autres barreaux est également en cours. Une fois le processus terminé, il sera question d'élire un bâtonnier national qui aura la charge de coordonner les treize régionaux. Selon des indiscrétions, la présidence de l'Union des barreaux d'Algérie reviendra cette fois-ci à un avocat de la région de l'ouest du pays.

A. B.

ÉDUCATION NATIONALE

Rencontres d'évaluation des programmes de terminale

Le ministère de l'Éducation nationale a organisé, hier, deux rencontres pour évaluer les programmes pédagogiques des classes de terminale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le mouvement de protestation des lycéens semble porter ses fruits. Le ministère de l'Éducation a, en effet, décidé de se pencher sérieusement sur les programmes pédagogiques des classes de terminale. Deux rencontres d'évaluation desdits programmes se sont ouvertes hier et dureront jusqu'à aujourd'hui.

La première, qui se déroule au siège de l'Institut national de la formation professionnelle d'El Biar, rassemble les membres de la Commission nationale des programmes, les groupes spécialisés de discipline ainsi que des inspecteurs.

A l'ordre du jour de cette rencontre : le déroulement des programmes de classe de terminale au niveau national, matière par matière. L'autre rencontre — à laquelle prennent part les directeurs de l'éducation des 48 wilayas, des

représentants des enseignants ainsi que des parents d'élèves — a pour but de dresser un bilan de l'avancement dans les programmes de terminale.

«Les personnes qui sont réunies ici auront à faire le point sur ce qui a été réalisé dans toutes les wilayas du pays. Nous savons aujourd'hui que le taux d'avancement pour l'ancien programme est de 40% et celui du nouveau est de 35%, il n'y a pas une grande différence.

La commission va également s'atteler à ventiler ce qui reste du programme sur les mois à venir afin de permettre une synchronisation de l'application des programmes à travers toutes les wilayas. Cette synchronisation doit assurer un enseignement de qualité», a indiqué le ministre de l'Éducation nationale lors de l'ouverture de cette réunion qui se tient au lycée Hassiba Ben Bouali de Kouba. Selon



«Assurer un enseignement de qualité.»

Benbouzid, des commissions seront installées au terme de ces rencontres.

«Ces commissions se réuniront une fois par mois. Elles rendront leurs rapports définitifs sur l'état d'avancement des programmes au directeur de l'Office national des examens avant le 15 mai. C'est sur la base de ces rapports que les sujets du baccalauréat seront élaborés».

Dans son intervention,

Benbouzid est longuement revenu sur la réforme du système éducatif et les contraintes de sa mise en œuvre.

«Nous avons choisi le chemin le plus difficile, mais je sais que c'est le chemin qui nous mènera à la victoire.» Notons enfin qu'une réunion entre le ministre et les associations de parents d'élève est prévue aujourd'hui.

T. H.

ACTION SYNDICALE

Le Snapsy tient un sit-in devant le MSPRH

Le Syndicat national des psychologues algériens reprend son action syndicale. Face au mutisme du ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière (MSPRH), et de la direction générale de la Fonction publique, le Snapsy a tenu, hier, un sit-in devant le siège du ministère de tutelle, en guise de contestation.

Le Snapsy appelle à la prise en charge des doléances formulées par les psychologues dans la plate-forme de revendications du 15 novembre dernier. Leur sit-in aura eu un écho, puisque les syndicalistes ont été reçus par la SG du MSPRH.

«Le ministère de la Santé présentera notre plate-forme de revendications devant la commission ad hoc, mais sans associer et faire participer les psychologues», explique Keddad Khaled, SG du Snapsy. En outre, une réunion au sein du MSPRH est prévue au courant de la semaine prochaine.

En fait, les psychologues redoutent que le ministère ne représente pas fidèlement leur projet devant la Fonction publique. On soutient que le ministère de la Santé «remet en cause le statut du syndicat». «Nous nous inquiétons pour le devenir des psychologues de la santé publique», dira Keddad. Et d'ajouter : «Le ministère n'a prévu aucun projet pour les prendre en charge.»

Dans leurs revendications, les psychologues exigent leur participation réelle dans la composition et la décision du statut particulier de la profession, et ce, jusqu'à sa présentation devant la Fonction publique.

Les protestataires insistent sur la garantie du droit à la participation aux négociations et accords dans le cadre des lois républicaines. Dans ce sens, M. Keddad déplore que les autorités «dénient les syndicats autonomes».

Les psychologues demandent une nouvelle classification de la profession dans la grille des salaires. Sans oublier la création d'un système de primes et d'allocations susceptibles de «combler» les brèches contenues dans cette même grille.

Enfin pour la protection du psychologue praticien et du citoyen, le Snapsy demande l'établissement d'un code de déontologie. En tout cas, le syndicat semble déterminé à mener sa bataille jusqu'au bout.

L'organisation d'autres journées de protestation sont à l'ordre du jour, si ces derniers n'obtiennent pas satisfaction à leurs revendications.

W. Z.